

ITA

BÜLTEN BULLETIN

**INFO-TÜRK AJANSI
AGENCE INFO-TÜRK
INFO-TÜRK AGENCY**

EDITION ET DIFFUSION EN BELGIQUE: COODIFF
561, CHAUSSEE DE NINOVE - 1080 BRUXELLES
TELEPHONE: (32-2) 523 22 26 et 522 98 12

La reproduction de nos articles
est autorisée avec la mention
de la référence INFO-TÜRK ou ITA

PERIODIQUE MENSUEL
Gén..47 - Français 16
2ème année - Février 1978
Prix: 10 FB
Abonnement Annuel
Belgique: 100 FB
Etranger: 200 FB

CONTROVERSE AU SUJET DE L'ORGANISATION "CONTRE-GUERILLA"

ANKARA (ITA) - Le statut de l'organisation "Contre-Guerilla" au sein des Forces Armées turques est devenu la principale question d'actualité en Turquie.

La "Contre-Guerilla" est une organisation prétendument formée pour lutter contre "les actes subversifs terroristes" et qui était devenue particulièrement infâme après l'intervention militaire du 12 mars en torturant les prisonniers politiques et en suscitant l'anarchie dans le pays.

Récemment, le Sénateur du Parti Républicain du Peuple (CHP) Niyazi Ünsal et le Député Süleyman Genç attirèrent l'attention sur cette organisation soutenant qu'elle avait été établie, sur la suggestion de la CIA, par un général de l'Armée, comme antidote au développement croissant de la gauche en Turquie. Ils déclaraient que l'organisation avait fourni des armes à des groupes terroristes tels que les "Loups Gris", groupe paramilitaire du Parti d'Action Nationaliste (MHP) néo-fasciste, et les avaient provoqués à l'action; et qu'elle continue à le faire.

Toutes les organisations démocratiques de Turquie demandèrent au Gouvernement d'Ecevit de dissoudre cette organisation illégale et de demander des comptes sur toutes ses activités, telles que la torture, la provocation d'incidents sanglants et le soutien aux groupes fascistes.

L'ancien Premier Ministre, Demirel, actuellement leader du principal groupe d'opposition, le Parti de la Justice (AP), essaie d'exploiter la controverse dans le but de dresser l'Armée contre le nouveau gouvernement et les forces de gauche. Rappelant qu'Ecevit devrait ou bien réfuter ses affirmations et allégations précédentes, impliquant les Forces Armées dans les assassinats politiques, ou bien apporter des preuves précises pour appuyer sa position.

En effet, depuis les dernières élections générales, Ecevit semble oublier ses déclarations précédentes, et, même dans le programme gouvernemental, il ne dit rien au sujet des activités illégales de l'organisation Contre-Guerilla.

Mais quand la controverse commença, Ecevit fut obligé de parler. Au lieu d'insister sur ses revendications anciennes, il demanda que le débat soit arrêté.

Lors d'une nouvelle conférence de presse, le 4 février 1978, Ecevit, réfutant ses déclarations précédentes, nia l'existence d'une organisation contre-guerilla dirigée par l'état, et il déclara que ses déclarations précédentes au sujet de "Contre-Guerilla" n'étaient pas des accusations précises, mais des suppositions.

"D'après mes investigations, il n'y a pas d'organisation contre-guerilla officielle établie dans l'état", affirma le Premier Ministre, "nous devons tous respecter les Forces Armées Turques et les aider à réaliser leur désir de rester en dehors de la politique."

Malgré la tentative d'Ecevit d'éviter tout débat sur ce sujet, Demirel continua à provoquer les Forces Armées en prétendant que ces attaques visaient les Forces Armées comme un tout et que le Premier Ministre devrait prendre une position ferme contre les allégations des milieux de gauche.

D'autre part, au Parlement, l'ex-général Faik Türün, ancien commandant de l'infâme loi martiale et actuellement député du Parti de la Justice, prétendit que, par toutes ces accusations contre l'organisation "Contre-Guerilla", la Gauche entamait une guerre totale contre les Forces Armées Turques et il continua à irriter l'Armée en rappelant le destin d'Allende, le Président du Chili assassiné.

Sur ce, le Premier Ministre Ecevit tint une autre conférence de presse et répéta que l'Armée ne devrait pas être abîmée ni entraînée dans la politique.

"Demirel souhaite entraîner le présent gouvernement dans de sombres débats qui remontent au temps où lui-même était au pouvoir", déclara Ecevit; "Depuis qu'il comprend qu'il ne reviendra plus jamais au pouvoir, Demirel envisage même la destruction du régime."

Cependant cette attitude d'Ecevit ne satisfait ni les opposants de droite, ni les forces de gauche qui ont trop souffert des détentions arbitraires, des tortures et des provocations de l'Organisation "Contre-Guerilla". Selon la Gauche, il est peut-être raisonnable d'arrêter la controverse dans le but d'éviter toute provocation, comme ce fut le cas au Chili, mais, à moins que le nouveau gouvernement ne dissolve cette organisation infâme au sein des Forces Armées, elle continuera à provoquer des incidents sanglants et cherchera même à renverser le gouvernement actuel si celui-ci prenait certaines précautions qui ne plairaient pas aux Etats Unis ni à la grande bourgeoisie.

(C-DG-DN-BT-7/2)

LES ASSASSINATS POLITIQUES SE POURSUIVENT AU MEME RYTHME

ANKARA (ITA) - Malgré les mesures prises par le nouveau gouvernement les incidents sanglants provoqués par les "Loups Gris", unités de commandos para-militaires du parti d'Action Nationaliste (MHP), néo-fasciste, se poursuivent à travers toute la Turquie.

Le Premier Ministre Ecevit affirma que le Conseil Interministériel de Sécurité Intérieure avait décidé de certaines précautions visant à réprimer l'anarchie, ces mesures deviendront effectives et seront mises en pratique pas à pas.

Ecevit révéla que dans les écoles et dans toutes les institutions publiques, on demandera aux administrateurs de tous niveaux d'exercer leur pleine autorité pour interdire la possession et l'usage d'armes, l'engagement dans des actes qui pourraient mettre en danger la vie des gens et la liberté d'éducation, la discrimination parmi les citoyens et notamment parmi les étudiants. Il déclara que les administrateurs qui ne feraient pas respecter la loi, qui négligeraient leurs devoirs, qui laisseraient passer des violations de la loi, seraient révoqués, et, si c'était nécessaire, des poursuites légales seraient lancées contre eux.

Les mesures anti-terroristes seront appliquées par le Ministre de l'Intérieur, İrfan Üzaydınlı, qui avait été commandant de la loi martiale durant la période de répression militaire, entre 1971 et 1973.

Bien que beaucoup de gouverneurs et d'administrateurs aient été révoqués et remplacés et que certains membres des "Loups Gris" aient été arrêtés, la campagne de terreur de cette organisation para-militaire n'a pu être arrêtée au cours de ces deux derniers mois.

Par exemple, protestant contre les arrestations de leurs compagnons et la décision de fermer les écoles d'éducation qui étaient devenues les bases des "Loups Gris", le 29 janvier 1978 des milliers d'étudiants de droite, lançant des explosifs en l'air, terrorisèrent les habitants d'Ankara pendant plusieurs heures. Les "Loups Gris" lançaient des bâtons de dynamite et des fusées dans des quartiers très peuplés de la ./.

ville et criaient: "Gouvernement d'assassins!.. A bas les communistes! Vivent les Nationalistes!"

En moins d'un mois, du 16 janvier au 10 février, 35 personnes ont été assassinées pour des motifs politiques. Ainsi, le nombre total de victimes d'incidents qui se sont produits après la formation du gouvernement d'Ecevit atteint 53.

Voici les assassinats politiques d'un mois à peine:

- 16 JAN: A Gaziantep, Nihat Kaymakel est tué par balles par la police.
- 17 JAN: Dans le district de Oguzeli de la province de Gaziantep, Kemal Özsoğmez, juge de la Cour d'assises, et l'ouvrier Halil Boşnak sont tués par balles au cours d'un raid dans la chambre du juge.
A Istanbul, Necip Bulut, membre du Parti Républicain du Peuple (CHP) est tué par balles par des Loups Gris.
A Istanbul, l'étudiant Ismail Güzel tombe dans une embuscade et est tué par balles.
A Bingöl, l'ouvrier Idris Ekinci est tué par balles.
- 19 JAN, A Konya, un groupe d'étudiants de l'Ecole de Commerce est attaqué par un groupe politique rival, Şahin Buyrukbilen et Ugur Selvi sont tués par balles et dix étudiants sont blessés.
A Kahramanmaraş, l'étudiant de l'Ecole d'Instruction Mustafa Kahraman, membre de l'organisation des Loups Gris est blessé par l'explosion d'une bombe qu'il avait fabriquée lui-même et meurt à l'hôpital.
A Nigde, l'étudiant Ismet Emel est tué par balles au cours d'un conflit armé.
A Ankara, l'étudiant Levent Yoldaş est tué par balles par des personnes non identifiées.
- 21 JAN: A Aydın, l'étudiant Adnan Ork est poignardé par des Loups Gris.
- 22 JAN: A Malatya, le portier Mustafa Bal et l'ouvrier Haydar Caritli sont tués par balles au cours d'un raid dans un café.
- 23 JAN: A Eskişehir, l'étudiant Erdem Hepgüler est tué par balles au cours d'un conflit armé à l'Ecole de Chimie Industrielle.
- 24 JAN: A Kars, des Loups Gris firent un raid sur l'Institut d'Artisanat et poignardèrent le professeur Talat Temel.
- 26 JAN: A Malatya, l'ingénieur Erhan Bitlisli est tué par balles par des Loups Gris
A Izmir, l'étudiant Mustafa San est trouvé mort, tué par balles.
A Istanbul, le représentant syndical Hayati Dagaslan est tué par balles.
- 27 JAN: Le célèbre vedette de cinéma, Ugur GÜÇLÜ est tué par balles dans une rue d'Istanbul.
A Istanbul, l'étudiant Sait Ulusoy est tué par balles par des Loups Gris.
Dans le district de Siverek, province d'Urfa deux policiers, Hacı Osman Dogan et Hüseyin Ergin sont tués par balles par des personnes masquées.
A Samsun, l'étudiant de l'Institut d'Education Canay Ünal est tué par balles dans sa maison.
- 3 FEV: L'étudiant Ibrahim Bozkurt, gravement blessé trois jours auparavant par des Loups Gris meurt dans un hôpital.
- 4 FEV: "Guerriers", l'unité para-militaire du parti religieux, MSP, tue le policier Özkaya Erçelik qui les empêchait de coller des affiches de leur parti sur les murs.
- 5 FEV: L'ouvrier Ali Şahin, membre de l'Union Générale des Ouvriers et candidat du Parti Ouvrier de Turquie (TIP) pour les élections provinciales, est découvert pendu devant la maison d'un ancien maire à Ankara.
- 6 FEV: A Elazığ, l'étudiant d'université Rahmi Şahin est tué par balles.
- 7 FEV: Dans le district de Sarıgöl, province de Manisa, un groupe armé fait un raid dans un café et Mahmut Bozkurt est tué par balles.
- 8 FEV: A Kayseri, le chauffeur de taxi Emin Akmermer est kidnappé et tué par balles par un groupe de droite.
A Izmir, au cours d'un hold-up, un client de la banque, Abdülaziz Akbay est tué par balles à la suite d'un échange de coups de feu entre les voleurs et la police.
A Mardin, au cours d'un raid armé sur un café, Şeyh Davit Asker, Mehmet Yılmaz et Şükrü Amak sont tués par balles.
- 10 FEV? L'étudiant Sait Sevcan est tué par balles à Gaziantep.

LES PROCES ET EMPRISONNEMENTS D'INTELLECTUELS CONTINUENT

ISTANBUL (ITA) - Malgré le changement de gouvernement, les procès d'intellectuels continuent en Turquie.

Récemment, M. Galip Sirlioglu fut amené devant la Cour d'Assises d'Istanbul pour "avoir publié un livre intitulé: Ce qu'ils dirent sur la Révolution?"

D'autre part, des centaines de détenus politiques sont encore maintenus en prison. 49 prisonniers politiques furent transférés récemment d'Istanbul vers les prisons d'autres villes. Ils étaient accusés "d'avoir organisé un soulèvement dans la prison d'Istanbul".

Les leaders de la jeunesse qui, au cours du régime militaire de 1971-1973, avaient été condamnés à la prison à vie, sont, eux aussi toujours dans des prisons. Ils n'avaient pas été inclus dans l'amnistie générale accordée en 1974.

Le président du Syndicat des Journalistes turcs demanda une nouvelle amnistie pour tous les prisonniers politiques en Turquie. (C-V-M-DN-DG-ET-10/2)

FIN DE LA PLUS GRANDE GREVE OUVRIERE EN TURQUIE

ISTANBUL (ITA) - La plus grande grève ouvrière dans le secteur de la métallurgie se termina par un accord entre l'Union des Ouvriers Métallurgistes (Maden-İş) et l'Union des Employeurs d'Industries Métallurgiques (MESS).

A cause de ce conflit de huit mois, 11.000 ouvriers de 28 fabriques furent en grève, et 14 fabriques furent fermées, amenant ainsi la production dans ce secteur de l'industrie vers la mort.

La raison de ce conflit se trouvait bien au-delà d'une simple demande de hausse des salaires.

La Maden-İş est l'union des ouvriers la plus puissante dans ce secteur. De plus, elle est affiliée à la Confédération des Syndicats Progressistes (DİSK).

Contrariés par l'influence croissante des syndicats progressistes, les grands capitalistes turcs tels que Vehbi Koç déclarèrent qu'ils aimeraient voir l'introduction d'une convention tripartite collective, avec un simple accord couvrant tout le secteur de la Métallurgie. Mais l'Union des Ouvriers de la Métallurgie refusa cette proposition et poussa tous les ouvriers affiliés à la grève. Le slogan principal du syndicat était: "Nous allons écraser la MESS!"

Mais après huit mois de grève, les leaders de l'Union des Ouvriers furent obligés d'accepter la représentation de la MESS et ils signèrent une convention collective couvrant les ouvriers de 63 usines et locaux.

Quoique le Président de la Maden-İş, Kemal Türkler, prétende qu'ils remportèrent une victoire sur les employeurs en obtenant quelques hausses de salaire, il semble que les employeurs eurent plus d'avantages en forçant l'Union des Ouvriers à accepter la MESS comme seul interlocuteur. En fait, ceci est un gain stratégique pour les employeurs.

D'autre part, d'après Aziz Nesin, l'écrivain socialiste mondialement connu et le président du Syndicat des Ecrivains Turcs (TYS), un autre gain pour les employeurs réside dans le fait qu'ils purent liquider leurs stocks énormes grâce à cette grève de huit mois qui n'avait pas été bien planifiée par l'Union des Ouvriers Métallurgistes. En se basant sur cet argument, Aziz Nesin qui avait été un des rares intellectuels socialistes luttant pour la cause de la classe ouvrière de Turquie pendant les jours sombres de la répression fasciste, accusa Kemal Türkler et son équipe d'avoir servi les intérêts des employeurs.

Après leur élimination de l'administration de la DİSK, ces accusations créèrent une nouvelle controverse sur l'attitude et la politique des leaders de l'Union des Ouvriers Métallurgistes. (Au sujet des manipulations au sein de la DİSK, voir le BULLETIN de janvier 1978) (V-C-DG-ET-8/2)

PRINCIPES DE LA POLITIQUE ETRANGERE PRO-OCCIDENTALE DU NOUVEAU GOUVERNEMENT

ANKARA (ITA) - Dans une déclaration politique adressée au Comité parlementaire du Budget, le nouveau Ministre de l'extérieur, Gündüz Ökçün, définit les principes de la politique étrangère du nouveau gouvernement comme suit: ./.

LA TURQUIE ET L'OTAN: "Notre gouvernement considère l'adhésion de la Turquie à l'OTAN dans le cadre de l'équilibre entre l'Est et l'Ouest et dans celui de la détente. Avec sa situation géopolitique très particulière et délicate, la Turquie constitue un élément très important de cet équilibre. Ainsi, la Turquie par le fait d'être membre de cette alliance porte une responsabilité importante mais difficile dans les conditions actuelles. Afin qu'elle puisse assumer cette lourde responsabilité, il est nécessaire pour la Turquie que ses alliés et amis lui apportent leur compréhension et leur soutien. En d'autres termes, l'extension et l'efficacité de la contribution turque à la stabilité de notre région dépendra de la compréhension et du soutien politique et financier que nous recevrons. On ne peut attendre de la Turquie qu'elle prenne des mesures qui mettraient en danger son développement économique."

LA TURQUIE ET LES ETATS UNIS: "Nos relations avec les Etats Unis, stagnantes au cours des trois dernières années, ont non seulement porté préjudice nos liens avec l'Amérique, mais ont aussi laissé notre sécurité nationale et même notre économie face à des conditions défavorables. Après notre accession au pouvoir, nous avons repris, en priorité, les relations turco-américaines; nous avons invité le Secrétaire d'Etat Cyrus Vance à Ankara et nous lui avons dit que nous attachions une grande importance à l'amélioration de nos liens; nous lui avons signalé certains problèmes entre nous qui devraient recevoir une saine correction."

LA TURQUIE ET LA CEE: "Pour ranimer nos relations gelées avec la CEE, des mesures seront prises, des mesures compatibles avec les exigences de notre économie et notre industrialisation et qui ne perdent pas de vue nos intérêts nationaux. Dans ce cadre, nous poursuivrons le projet de réadapter les accords entre nous, non seulement en donnant plus de souplesse aux textes, mais en éliminant certains comme source de doléances, dans une forme qui fonctionnera dans l'intérêt des deux côtes, qui répondra aux besoins économiques et politiques variant selon l'actualité, qui augmentera la liberté de mouvement de notre pays."

RELATIONS GRECO-TURQUES: "La question la plus importante dans nos relations avec la Grèce est celle de la mer Egée. La Turquie a des droits nationaux en mer Egée. Nous attachons une grande importance à la reconnaissance de nos droits nationaux vitaux dans cette mer. Cette question et celle de l'espace aérien au-dessus de la mer Egée peuvent être résolues par des négociations de bonne foi et constructives."

PROBLEME DE CHYPRE: "A Chypre, une solution fédérale bi-zonale, bi-communale indépendante et non alignée servirait les intérêts de la Grèce et de la Turquie et établirait la paix dans l'île. Au cours des trois ans et demi qui se sont écoulés depuis 1974, des Turcs, dans le sud ont été déplacés et les Grecs dans le nord ont été transportés vers le sud. C'est pourquoi un déplacement du tiers des citoyens de la future république fédérale, déplacement qui en ferait des réfugiés dans leur propre pays est hors de question puisqu'il ne contribuerait pas au succès de la nouvelle république fédérale."

PAYS SOCIALISTES: "Dans le cadre de la Conférence Européenne sur la Sécurité et la Coopération, nous croyons qu'une coopération et un rapprochement dans les Balkans contribueraient fortement à la détente en Europe. Avec l'URSS, nos relations amicales de bon voisinage seront menées dans le cadre du respect mutuel et de l'indépendance."

PAYS ARABES: "Nous sommes déterminés en principe à élever nos relations avec tous les pays arabes au plus haut niveau, sans discrimination. Nous nous efforcerons de développer les cadres légaux nécessaires à la coopération avec tous les pays de cette région dans les domaines de l'économie, commerce, technologie, énergie, culture, tourisme, transport, agriculture et finances. Nous soulignons aussi les contributions que pourrait apporter la Conférence Islamique au Sommet au développement de nos relations avec les pays islamiques et arabes. Pour une paix juste et durable au Moyen Orient, les territoires arabes occupés doivent être évacués et il faut reconnaître le droit de former leur propre état."

ORDRE ECONOMIQUE: "L'ordre économique existant dans le monde actuel ne répond pas aux besoins des pays, en particulier à ceux qui sont en voie de développement, et le monde recherche une ordre économique plus sain et plus juste. Comme nous croyons que la direction d'une telle recherche incombe aux pays en voie de développement, nous accomplirons toutes les tâches qui surviendront."

Comme on l'a vu ci-dessus, le nouveau gouvernement turc a adopté une politique pro-occidentale. Par exemples engagements de la Turquie à l'égard de l'Otan ont été affirmés plus clairement par le Premier Ministre à sa conférence de presse du 22 janvier 1978:

"La Turquie est située dans une position géopolitique telle qu'elle ne peut pas se permettre de suspendre ses mesures de sécurité pendant trop longtemps. Mais malgré cela, nous n'avons jamais mentionné que nous voulions nous retirer de l'OTAN ou de l'aile militaire de l'OTAN, nous ne voudrions pas exercer de chantage. Si l'OTAN a encore une fonction à accomplir en tant que composante de l'équilibre délicat sur lequel est basée la détente, nous serions prêts à y contribuer dans la mesure de nos moyens."

Prenant en considération cette loyauté, l'administration de Carter a l'intention de demander au Congrès, probablement en mars, de donner suite à un programme d'aide militaire de un milliard de dollars pour la Turquie, programme qui avait été bloqué au Congrès depuis près de deux ans.

Un autre développement de cette attitude pro-OTAN est que le gouvernement d'Ecevit permettra la réouverture d'environ 24 bases militaires des USA en Turquie, bases que le gouvernement de Demirel avait supprimées en guise de représailles pour un embargo sur des armes imposé au Congrès en 1975. Ces installations furent utilisées en premier lieu comme postes d'écoute électroniques sur l'Union Soviétique, et leur fermeture, prétendent les officiels, résulte d'un manque d'information utiles au cours des négociations sur la limitation des armements avec l'Union Soviétique. (C-DN-4/2)

LE GOUVERNEMENT D'ECEVIT SOUTENU PAR LES SOCIO-DEMOCRATES EUROPEENS

ANKARA (ITA) - Comme le gouvernement d'Ecevit reçut en premier lieu les félicitations du Président Carter et du Premier Ministre Callaghan, les socio-démocrates européens lançant une vaste campagne visant à aider le gouvernement socio-démocrate turc.

Le leader socio-démocrate norvégien et ministre de l'extérieur Knut Frydenlund qui visita la Turquie en février fit appel aux socio-démocrates ouest-européens pour qu'ils soutiennent le gouvernement d'Ecevit et l'aident à surmonter les problèmes intérieurs et extérieurs de la Turquie.

Précédemment, lors d'un meeting à Strasbourg du groupe parlementaire socialiste du Conseil de l'Europe, M. Frydenlund déclara que la dernière entrée dans le groupe était en Méditerranée avec le social-démocrate Ecevit formant un gouvernement en Turquie.

Le leader norvégien affirma qu'il était nécessaire pour les socialistes ouest-européens de soutenir économiquement et politiquement le gouvernement d'Ecevit afin qu'il puisse surmonter les problèmes intérieurs et extérieurs de la Turquie. Il ajouta que ceci était la responsabilité et le devoir de la gauche européenne.

(Pour les relations étroites entre le Parti Républicain du Peuple (CHP) d'Ecevit et l'International Socialiste, voir le Bulletin de décembre 1976 et novembre 1977).

Organisée par le Centre Culturel des Travailleurs de Turquie

FETE CULTURELLE DES TRAVAILLEURS DE TURQUIE EN BELGIQUE

- Bardes populaires de Turquie
- Danses populaires de Turquie
- Participation d'autres immigrations
- THEATRE DE LIBERTE (de Paris)

le 12 mars 1978, à partir de 14h.

Halles de Schaerbeek - 22B rue Royale Sainte-Marie - 1030 BRUXELLES

LA TURQUIE OSCILLE ENTRE LE MONDE ISLAMIQUE ET LA CEE

ANKARA (ITA) - Voyant la Turquie continuellement aux prises avec les conséquences néfastes de sa politique économique irréaliste concernant la CEE, les gouvernements turcs tentent, dans le but d'acquérir de nouveaux marchés pour l'exportation, de développer des relations économiques et commerciales avec les pays islamiques.

Mais l'expérience de ces quatre années a montré que cette nouvelle orientation n'a pas réussi non plus à donner une impulsion à l'exportation turque.

Il est clair aujourd'hui que l'accord d'association entre la Turquie et la CEE, signé en 1964 n'a profité qu'aux pays de la CEE dont les exportations vers la Turquie augmentèrent considérablement sans qu'il y ait un accroissement similaire des exportations turques:

COMMERCE AVEC LA CEE
(en millions de dollars)

ANNEES	EXPORTATIONS	IMPORTATIONS	DEFICIT
1973	611	1155	544
1974	717	1708	991
1975	615	2238	1723
1976	956	2342	1384

(Source: Weekly Europe Selected Statistics, No.83)

Mais les données statistiques communiquées par l'Association des Industriels et Hommes d'Affaires turcs montrent un déficit croissant également dans le commerce extérieur turc avec les pays islamiques.

COMMERCE AVEC LES PAYS ISLAMIQUES +
(en millions de dollars)

ANNEES	EXPORTATIONS	IMPORTATIONS	DEFICIT
1973	179	222	43
1974	225	735	510
1975	235	844	609
1976	248	1091	845

(+) Maroc, Bahrein, Qatar, Mascate et Oman, Arabie Séoudite, Koweït, Egypte, Tunisie, Algérie, Libye, Soudan, Jordanie, Irak, Liban, Syrie, Yémen, Iran et Pakistan.

Malgré ces faits, le gouvernement sortant du "Front Nationaliste", violant même le principe laïque de l'Etat turc, a poursuivi même ses efforts pour développer des liens organiques avec le monde islamique. C'est dans ce but que la deuxième Conférence de Coopération Economique, Industrielle et Technique des Pays Islamiques a eu lieu à Ankara entre le 17 et le 19 octobre 1977. Cinq pays furent invités à envoyer des ministres à cette conférence de trois jours, mais seule la Libye était représentée par un ministre et ceci fut interprété comme étant un nouvel échec de la politique étrangère turque. (C-DN-M-DG-ET-27/12)

LA MALARIA S'ACCROIT EN TURQUIE

ANKARA (ITA) - Les représentants des Nations Unies ont révélé que la malaria se développe dans des proportions alarmantes dans les plaines fertiles d'Adana et de Hatay, au sud-est de la Turquie.

Cette maladie, autrefois pratiquement éliminée de Turquie, atteint plus de 100.000 personnes dans les provinces turques d'Adana, Içel et Hatay. L'épidémie pourrait s'étendre à d'autres provinces orientales. (DN-DG-ET-3/11)